

## **RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION**

### **ACCORD-CADRE DE FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICES**

---

#### **Elaboration d'un audioguide pour le musée Bonnat-Helleu, fourniture de matériels et de solutions numériques associés**

---

Date et heure limites de réception des offres :

Mercredi 23 juillet 2025 à 15:00














**Les pièces de l'offre sont détaillées à l'article 5.1 du present règlement.**

**La consultation requiert en outre la remise des éléments suivants :**

- **matériels d'audioguidage (art. 5.2)**
- **pistes audioguidées (art. 5.1 et 5.2)**
- **accès à une interface navigable (art. 5.1)**

**Ville de Bayonne**  
HOTEL DE VILLE  
1 AVENUE MARECHAL LECLERC  
64100 BAYONNE  
Tél : 05.59.46.61.63

## L'ESSENTIEL DE LA PROCÉDURE

	<b>Objet</b>	Elaboration d'un audioguide pour le musée Bonnat-Helleu, fourniture de matériels et de solutions numériques associés
	<b>Mode de passation</b>	Procédure adaptée ouverte
	<b>Type de contrat</b>	Accord-cadre
	<b>Nombre de lots</b>	4
	<b>Délai de validité des offres</b>	180 jours
	<b>Forme de groupement</b>	Aucune forme de groupement imposée à l'attributaire
	<b>Variantes</b>	Sans
	<b>PSE</b>	Sans
	<b>Clauses sociales</b>	Sans
	<b>Clauses environnementales</b>	Sans
	<b>Durée / Délai</b>	Défini par lot
	<b>Négociation</b>	Avec
	<b>Visite sur site</b>	Sans

## SOMMAIRE

1 - Objet et étendue de la consultation .....	4
1.1 - Objet .....	4
1.2 - Mode de passation .....	4
1.3 - Type et forme de contrat .....	4
1.4 - Décomposition de la consultation .....	4
1.5 - Nomenclature .....	5
2 - Conditions de la consultation .....	5
2.1 - Délai de validité des offres .....	5
2.2 - Forme juridique du groupement .....	5
2.3 - Variantes .....	5
3 - Conditions relatives au contrat .....	6
3.1 - Durée du contrat ou délai d'exécution .....	6
3.2 - Modalités essentielles de financement et de paiement .....	6
3.3 - Confidentialité et mesures de sécurité .....	6
4 - Contenu du dossier de consultation .....	6
5 - Présentation des candidatures et des offres .....	6
5.1 - Documents à produire .....	7
5.2 - Echantillons, maquettes ou prototypes .....	10
6 - Conditions d'envoi ou de remise des plis .....	10
6.1 - Transmission électronique .....	10
6.2 - Transmission sous support papier .....	12
7 - Examen des candidatures et des offres .....	12
7.1 - Sélection des candidatures .....	12
7.2 - Attribution des accords-cadres .....	12
7.3 - Suite à donner à la consultation .....	14
8 - Renseignements complémentaires .....	14
8.1 - Adresses supplémentaires et points de contact .....	14
8.2 - Procédures de recours .....	14

# 1 - Objet et étendue de la consultation

## 1.1 - Objet

La présente consultation concerne :

Elaboration d'un audioguide pour le musée Bonnat-Helleu, fourniture de matériels et de solutions numériques associés

Le présent marché public porte sur la conception et la réalisation de parcours audioguidés :

- pour adultes en plusieurs langues (français, basque, anglais, espagnol)
- pour enfants en plusieurs langues (français, basque, anglais, espagnol)
- en audiodescription
- en Langue des Signes Française (LSF).

Il porte également sur la fourniture du matériel et des outils numériques permettant la mise à disposition des parcours.

La production de ces contenus accompagne et prolongera la réouverture du musée Bonnat-Helleu prévue en novembre 2025.

Lieu(x) d'exécution :

Les prestataires pourront recourir à tous les locaux nécessaires à l'exécution du marché. Le musée Bonnat-Helleu pourra accueillir les prestataires tout au long du marché en fonction des besoins. L'installation des matériels de visite embarquée et la pose de la signalétique ont lieu au musée Bonnat-Helleu, 5-7 rue Jacques Laffitte,

64100 Bayonne

## 1.2 - Mode de passation

La procédure de passation utilisée est : la procédure adaptée ouverte. Elle est soumise aux dispositions des articles L. 2123-1 et R. 2123-1 1° du Code de la commande publique.

## 1.3 - Type et forme de contrat

L'accord-cadre avec maximum est passé en application des articles L2125-1 1°, R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique. Il donnera lieu à l'émission de bons de commande.

Chaque accord-cadre sera attribué à un seul opérateur économique.

## 1.4 - Décomposition de la consultation

Les prestations sont réparties en 4 lot(s) :

Lot(s)	Désignation
01	Contenus audios pour le parcours adulte et traductions Réalisation des contenus audios pour le parcours adulte et leurs traductions et adaptation
02	Contenus audios pour le parcours enfant et traductions Réalisation des contenus audios pour le parcours enfant et leurs traductions
03	Matériel des audioguides et logiciels d'exploitation Fourniture (achat et location), paramétrage, installation et maintenance du matériel des audioguides et des logiciels d'exploitation
04	Progressive Web App et logiciel d'exploitation Création et fourniture et maintenance d'une Progressive Web App et de son logiciel d'exploitation

Chaque lot fera l'objet d'un accord-cadre.

Les candidats ont la possibilité de soumettre des offres pour tous les lots.

### 1.5 - Nomenclature

La classification conforme au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) est :

Code principal	Description
92310000-7	Services de création et d'interprétation d'œuvres artistiques et littéraires
32322000-6	Équipement multimédia
72212900-8	Services de développement de logiciels divers et systèmes informatiques

Lot(s)	Code principal	Description
01	92310000-7	Services de création et d'interprétation d'œuvres artistiques et littéraires
02	92310000-7	Services de création et d'interprétation d'œuvres artistiques et littéraires
03	32322000-6	Équipement multimédia
04	72212900-8	Services de développement de logiciels divers et systèmes informatiques

## 2 - Conditions de la consultation

### 2.1 - Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à 180 jours à compter de la date limite de réception des offres.

### 2.2 - Forme juridique du groupement

Le pouvoir adjudicateur ne souhaite imposer aucune forme de groupement à l'attributaire de l'accord-cadre.

### 2.3 - Variantes

Aucune variante n'est autorisée.

### 3 - Conditions relatives au contrat

#### 3.1 - Durée du contrat ou délai d'exécution

La durée de la période initiale est fixée au CCAP.

#### 3.2 - Modalités essentielles de financement et de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) et au(x) sous-traitant(s) de premier rang éventuel(s) de l'accord-cadre seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que s'ils veulent renoncer aux bénéfices de l'avance prévue au CCAP, ils doivent le préciser à l'acte d'engagement.

#### 3.3 - Confidentialité et mesures de sécurité

Les candidats doivent respecter les mesures particulières de sécurité prévues pour l'exécution des prestations.

L'attention des candidats est particulièrement attirée sur les dispositions du Cahier des clauses administratives particulières qui énoncent les formalités à accomplir et les consignes à respecter du fait de ces mesures de sécurité.

### 4 - Contenu du dossier de consultation

Le dossier de consultation des entreprises (DCE) contient les pièces suivantes :

- Le règlement de la consultation (RC)
- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes
- Le détail quantitatif estimatif (DQE) valant bordereau des prix unitaires (BPU)
- Le cadre du mémoire justificatif des dispositions que l'entreprise se propose d'adopter pour l'exécution du contrat
- Les formulaires DC1 et DC2

Il est remis gratuitement à chaque candidat.

Aucune demande d'envoi du DCE sur support physique électronique n'est autorisée.

### 5 - Présentation des candidatures et des offres

Le pouvoir adjudicateur applique le principe "Dites-le nous une fois". Par conséquent, les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents et renseignements qui ont déjà été transmis dans le cadre d'une précédente consultation et qui demeurent valables.

Les offres des candidats seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en EURO.

Si les offres des candidats sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français, cette traduction doit concerner l'ensemble des documents remis dans l'offre.

## 5.1 - Documents à produire

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes :

Pièces de la candidature telles que prévues aux articles L. 2142-1, R. 2142-3, R. 2142-4, R. 2143-3 et R. 2143-4 du Code de la commande publique :

Renseignements concernant la situation juridique de l'entreprise :

Libellés	Signature
Déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner	Non

Renseignements concernant la capacité économique et financière de l'entreprise :

Libellés	Signature
Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les prestations objet du contrat, réalisées au cours des trois derniers exercices disponibles	Non

Renseignements concernant les références professionnelles et la capacité technique de l'entreprise :

Libellés	Signature
Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années	Non
Liste des principales prestations effectuées au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire. Elles sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration du candidat	Non
Indication des mesures de gestion environnementale que le candidat pourra appliquer lors de l'exécution du contrat	Non

Pour présenter leur candidature, les candidats peuvent utiliser les formulaires DC1 (lettre de candidature) et DC2 (déclaration du candidat). Ces documents sont disponibles gratuitement sur le site [www.economie.gouv.fr](http://www.economie.gouv.fr).

Ils peuvent aussi utiliser le Document Unique de Marché Européen (DUME).

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par le pouvoir adjudicateur. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution des prestations, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique.

Pièces de l'offre :

Libellés	Signature
L'acte d'engagement (AE) et ses annexes	Non
Le détail quantitatif estimatif (DQE) valant bordereau des prix unitaires (BPU), pièce contractuelle	Non
<p><b><u>Le mémoire technique, pièce contractuelle, détaillant les points suivants, pour chaque lot :</u></b></p> <p><b>Lot n°1 :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Compétences des intervenants en lien avec les travaux demandés</li> <li>- Description de l'équipement employé pour réaliser les enregistrements et l'habillage sonore</li> <li>- Note sur les compétences en création de contenus accessibles (audiodescription, LSF) + la méthodologie de production, incluant les protocoles de tests auprès d'utilisateurs</li> <li>- Planning prévisionnel, matérialisant clairement les phases : écriture, traductions, enregistrements, production et post-production sonore, validations, maquettes, tests, reprise éventuelle, livraison</li> <li>- Listes de références et réalisations</li> <li>- Pistes audioguidées à l'écoute (français, une autre langue, LSF, audiodescription).</li> </ul>	Non
<p><b>Lot 2 :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Compétences des intervenants en lien avec les travaux demandés</li> <li>- Description de l'équipement employé pour réaliser les enregistrements et l'habillage sonore</li> <li>- Planning prévisionnel, matérialisant clairement les phases : écriture, traductions, enregistrements, production et post-production sonore, validations, maquettes, tests, reprise éventuelle, livraison</li> <li>- Listes de réalisations</li> <li>- Pistes audioguidées à l'écoute à destination du public ciblé (enfants) : français + une autre langue.</li> </ul>	Non



<p><b>Lot 3 :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Fiches techniques du matériel pressenti + contraintes d'installation</li> <li>- Performances environnementales (note détaillée) : les prestataires veilleront à ce que les solutions matérielles et logicielles s'inscrivent le plus possible dans une démarche de développement durable, à savoir : <ul style="list-style-type: none"> <li>o Limiter les impacts environnementaux du produit depuis sa fabrication jusqu'à sa fin de vie</li> <li>o Note détaillée sur la réparabilité, durabilité du matériel : proposer un matériel avec une longue durée de vie, aisément réparable, avec une disponibilité des pièces sur 10 ans</li> <li>O Limiter la consommation d'énergie</li> <li>o Proposer des logiciels et une PWA écoconçus (voir le RGSEN)</li> <li>O Héberger les solutions logicielles sur le territoire national (ville à communiquer) chez un hébergeur inscrit dans une dynamique écoresponsable.</li> </ul> </li> <li>- Présentation de l'interface des logiciels d'exploitation de contenus et de statistiques</li> <li>- Note sur la conformité d'accessibilité</li> <li>- Description détaillée de la garantie et de la maintenance + support et assistance</li> <li>- moyens humains et matériels ;</li> <li>- Planning prévisionnel, matérialisant clairement les phases : adaptation CMS aux besoins du musée, intégration de contenus, livraison, installation et paramétrage matériel et logiciels, tests, formations, corrections éventuelles</li> </ul>	Non
<p><b>Lot 4 :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- moyens humains affectés à la mission</li> <li>- Liste de réalisations similaires, Présentations de réalisations similaires de PWA, accès à une interface navigable de PWA déjà réalisée</li> <li>- Présentation de l'interface des logiciels d'exploitation de contenus et de statistiques (back office)</li> <li>- Note détaillée sur l'écoconception de la PWA et son hébergement : <ul style="list-style-type: none"> <li>o Proposer des logiciels et une PWA écoconçus (voir le RGSEN)</li> <li>o Héberger les solutions logicielles sur le territoire national (ville à communiquer) chez un hébergeur inscrit dans une dynamique écoresponsable.</li> </ul> </li> <li>- Note détaillée sur la conformité d'accessibilité numérique (RGGA)</li> <li>- Description détaillée de la garantie et de la maintenance + support et assistance</li> <li>- - Planning prévisionnel, matérialisant clairement les phases : conception design de l'interface de la PWA, conception du CMS, traductions, développements de nouveaux parcours, réalisation d'un tutoriel, intégration de contenus, tests, formation au CMS, corrections et ajustements de la PWA et du CMS, installation de logiciel si nécessaire</li> </ul>	Non

L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt. Elle devra également indiquer les prestations dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants.

## 5.2 - Echantillons, maquettes ou prototypes

Afin d'optimiser l'analyse des offres, les candidats fourniront les échantillons, maquettes ou prototypes suivants :

Matériel (DEMANDE D'EXEMPLAIRES DU MATERIEL D'AUDIOGUIDAGE : BOITIER + CASQUE) : envoi postal ou dépôt à l'adresse suivante (de 8h à 18h, du lundi au vendredi), au plus tard aux date et heure limite de remise des offres : Musée Bonnat-Helleu, 7 rue Jacques Laffitte, 64 100 Bayonne

Production numérique : à fournir avec les pièces de l'offre par voie dématérialisée via le profil d'acheteur.

## 6 - Conditions d'envoi ou de remise des plis

Les plis devront parvenir à destination avant la date et l'heure limites de réception des offres indiquées sur la page de garde du présent document.

### 6.1 - Transmission électronique

La transmission des documents par voie électronique est effectuée sur le profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, à l'adresse URL suivante : <https://demat-ampa.fr/?page=Entreprise.EntrepriseAdvancedSearch&AllCons&id=601171&orgAcronyme=i0r64>

Le choix du mode de transmission est global et irréversible. Les candidats doivent appliquer le même mode de transmission à l'ensemble des documents transmis au pouvoir adjudicateur.

Le pli doit contenir deux dossiers distincts comportant respectivement les pièces de la candidature et les pièces de l'offre définies au présent règlement de la consultation.

Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. A ce titre, le fuseau horaire de référence est celui de (GMT+01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid. Le pli sera considéré « hors délai » si le téléchargement se termine après la date et l'heure limites de réception des offres.

Si plusieurs plis sont transmis successivement par le même candidat, **seul le dernier pli transmis dans le délai imparti est pris en compte par l'acheteur**. Il doit par conséquent contenir l'ensemble des pièces exigées au titre de la présente consultation.

Le pli peut être doublé d'une copie de sauvegarde transmise dans les délais impartis, sur support physique électronique (CD-ROM, DVD-ROM, clé usb) ou sur support papier. Cette copie doit être placée dans un pli portant la mention « copie de sauvegarde », ainsi que le nom du candidat et l'identification de la procédure concernée. Elle est ouverte dans les cas suivants :

- lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans le pli transmis par voie électronique ;
- lorsque le pli électronique est reçu de façon incomplète, hors délai ou n'a pu être ouvert, à condition que sa transmission ait commencé avant la clôture de la remise des plis.

La copie de sauvegarde peut être transmise ou déposée à l'adresse suivante :  
Mairie - Service Commande Publique

Hôtel de Ville  
1 Avenue du Maréchal Leclerc  
3ème étage  
64100 BAYONNE

Aucun format électronique n'est préconisé pour la transmission des documents. Cependant, les fichiers devront être transmis dans des formats largement disponibles.

L'organisation et le nommage des fichiers attendus par le pouvoir adjudicateur est le suivant :

CULTURE25\_07\_AE  
CULTURE25\_07\_DQE  
CULTURE25\_07\_MEMOIRE  
CULTURE25\_07\_PISTES\_AUDIOGUIDEES  
CULTURE25\_07\_CANDIDATURE

La taille maximum acceptée pour un pli électronique est de 500 Mo.

Chaque document pour lequel une signature est requise doit faire l'objet d'une signature électronique au format XAdES, CAdES ou PAdES. La signature électronique du pli ne vaut pas signature des documents qu'il contient.

Conformément à l'arrêté du 22 mars 2019 relatif à la signature électronique des contrats de la commande publique, la signature doit être une signature avancée reposant sur un certificat qualifié, tel que défini par le règlement européen n° 910/2014 du 23 juillet 2014 sur l'identification électronique et les services de confiance pour les transactions électroniques (eIDAS). Toutefois, les certificats de signature de type RGS demeurent valables jusqu'à leur expiration.

Le certificat de signature qualifié est délivré par un prestataire de service de confiance qualifié répondant aux exigences du règlement eIDAS. Une liste de prestataires est disponible sur le site de l'ANSSI (<https://www.ssi.gouv.fr/>). Il peut aussi être délivré par une autorité de certification, française ou étrangère. Le candidat devra alors démontrer son équivalence au règlement eIDAS.

Le candidat qui utilise un autre outil de signature que celui du profil d'acheteur, ou un certificat délivré par une autre autorité de certification, doit transmettre gratuitement le mode d'emploi permettant la vérification de la validité de la signature.

La signature électronique du contrat par l'attributaire n'est pas exigée dans le cadre de cette consultation.

Pour signer électroniquement, le candidat peut utiliser l'un des trois formats de signature autorisés par la réglementation (XAdES, CAdES ou PAdES). Le pouvoir adjudicateur préconise toutefois l'utilisation d'une signature électronique au format pAdES.

Après attribution, les candidats sont informés que l'offre électronique retenue sera transformée en offre papier, pour donner lieu à la signature manuscrite de l'accord-cadre par les parties, en l'absence de signature électronique.

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge des candidats.



**Pensez à anticiper votre dépôt plusieurs heures avant l'heure limite**

## **6.2 - Transmission sous support papier**

La transmission des plis par voie électronique est imposée pour cette consultation. Par conséquent, la transmission par voie papier n'est pas autorisée.

# **7 - Examen des candidatures et des offres**

## **7.1 - Sélection des candidatures**

Avant de procéder à l'examen des candidatures, s'il apparaît que des pièces du dossier de candidature sont manquantes ou incomplètes, le pouvoir adjudicateur peut décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou compléter ces pièces dans un délai maximum de 3 jours.

Les candidatures conformes et recevables seront examinées, à partir des seuls renseignements et documents exigés dans le cadre de cette consultation, pour évaluer leur situation juridique ainsi que leurs capacités professionnelles, techniques et financières.

## **7.2 - Attribution des accords-cadres**

Le jugement des offres sera effectué dans les conditions prévues aux articles L.2152-1 à L.2152-4, R. 2152-1 et R. 2152-2 du Code de la commande publique et donnera lieu à un classement des offres.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que toute offre irrégulière ou inacceptable pourra être régularisée pendant la négociation, et que seule une offre irrégulière pourra être régularisée en l'absence de négociation. En revanche, toute offre inappropriée sera systématiquement éliminée.

Toute offre demeurant irrégulière pourra être régularisée dans un délai approprié.

La régularisation d'une offre pourra avoir lieu à condition qu'elle ne soit pas anormalement basse.

Les critères retenus pour le jugement des offres sont pondérés de la manière suivante :

Pour le lot n°01

Critères	Pondération
1-Valeur technique	60.0
<i>1.1-moyens humains et matériel</i>	<i>10.0</i>
<i>1.2-qualité des contenus accessibles</i>	<i>10.0</i>
<i>1.3-calendrier et phasage des opérations</i>	<i>20.0</i>
<i>1.4-Réalisations similaires et échantillon de pistes audioguidées à l'écoute</i>	<i>20.0</i>
2-Prix des prestations	40.0

Pour le lot n°02

Critères	Pondération
1-Valeur technique	60.0
<i>1.1-moyens humains et matériels</i>	<i>10.0</i>
<i>1.2-calendrier et phasage des opérations</i>	<i>20.0</i>
<i>1.3-Réalisations similaires et échantillons de pistes audioguidées à l'écoute</i>	<i>30.0</i>
2-Prix des prestations	40.0

Pour le lot n°03

Critères	Pondération
1-Valeur technique	60.0
<i>1.1-qualité du matériel et performances environnementales</i>	<i>20.0</i>
<i>1.2-ergonomie d'utilisation du CMS</i>	<i>10.0</i>
<i>1.3-accessibilité</i>	<i>5.0</i>
<i>1.4-calendrier et phasage des opérations</i>	<i>10.0</i>
<i>1.5-moyens / capacité de production</i>	<i>5.0</i>
<i>1.6-garantie et maintenance</i>	<i>10.0</i>
2-Prix des prestations	40.0

Pour le lot n°04

Critères	Pondération
1-Valeur technique	50.0
<i>1.1-moyens / capacité de production</i>	<i>5.0</i>
<i>1.2-qualité des références, adéquation avec le besoin</i>	<i>10.0</i>
<i>1.3-ergonomie d'utilisation du CMS</i>	<i>10.0</i>
<i>1.4-accessibilité</i>	<i>5.0</i>
<i>1.5-garantie et maintenance</i>	<i>10.0</i>
<i>1.6-calendrier et phasage des opérations</i>	<i>10.0</i>
2-Prix des prestations	40.0
3-Performances en matière de protection de l'environnement	10.0

Modalités de notation du critère prix :

N = 40 à l'offre la plus basse

Autres notes = 40 (Pproposé/Pmini)

Concernant les prix forfaitaires, dans le cas où des erreurs purement matérielles (de multiplication, d'addition ou de report) seraient constatées dans l'offre du candidat, l'entreprise sera invitée à confirmer l'offre rectifiée ; en cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.

Concernant les prix unitaires, dans le cas où des erreurs purement matérielles (de multiplication, d'addition ou de report) seraient constatées entre les indications portées sur le bordereau des prix unitaires et le détail quantitatif estimatif, le bordereau des prix prévaudra et le montant du détail quantitatif estimatif sera rectifié en conséquence. L'entreprise sera invitée à confirmer l'offre ainsi rectifiée ; en cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.

### **7.3 - Suite à donner à la consultation**

Après examen des offres, le pouvoir adjudicateur engagera des négociations avec tous les candidats sélectionnés. Toutefois, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'attribuer l'accord-cadre sur la base des offres initiales, sans négociation.

L'offre la mieux classée sera donc retenue à titre provisoire en attendant que le ou les candidats produisent les certificats et attestations des articles R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus seront à déposer par le ou les attributaires pressentis sur la plateforme en ligne mise à disposition gratuitement à l'adresse suivante : <https://www.e-attestations.com>

Le délai imparti par le pouvoir adjudicateur pour remettre ces documents ne pourra être supérieur à 10 jours.

## **8 - Renseignements complémentaires**

### **8.1 - Adresses supplémentaires et points de contact**

Pour tout renseignement complémentaire concernant cette consultation, les candidats transmettent impérativement leur demande par l'intermédiaire du profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, dont l'adresse URL est la suivante : <https://demat-ampa.fr/?page=Entreprise.EntrepriseAdvancedSearch&AllCons&id=601171&orgAcronyme=i0r64>

Cette demande doit intervenir au plus tard 10 jours avant la date limite de remise des plis.

Une réponse sera alors adressée, à toutes les entreprises ayant retiré le dossier ou l'ayant téléchargé après identification, 6 jours au plus tard avant la date limite de remise des plis.

### **8.2 - Procédures de recours**

Le tribunal territorialement compétent est :

Tribunal Administratif de Pau

50 Cours Lyautey

64010 PAU CEDEX

Tél : 05 59 84 94 40

Télécopie : 05 59 02 49 93

Courriel : [greffe.ta-pau@juradm.fr](mailto:greffe.ta-pau@juradm.fr)

Adresse internet(U.R.L) : <http://pau.tribunal-administratif.fr/>

Les voies de recours ouvertes aux candidats sont les suivantes : - Référé pré-contractuel prévu aux articles L.551-1 à L.551-12 du Code de justice administrative (CJA), et pouvant être exercé avant la signature du contrat.

- Référé contractuel prévu aux articles L.551-13 à L.551-23 du CJA, et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R. 551-7 du CJA.

- Recours de pleine juridiction ouvert aux tiers justifiant d'un intérêt lésé, et pouvant être exercé dans les deux mois suivant la date à laquelle la conclusion du contrat est rendue publique.

Pour obtenir des renseignements relatifs à l'introduction des recours, les candidats devront s'adresser à :

Tribunal Administratif de Pau

Villa Noulibos

50 Cours Lyautey

64010 PAU CEDEX

Tél : 05 59 84 94 40

Télécopie : 05 59 02 49 93

Courriel : greffe.ta-pau@juradm.fr

Adresse internet(U.R.L) : <http://pau.tribunal-administratif.fr/>